

Communiqué

Le 24 octobre 1994

N° 213

M. OUELLET ANNONCE UN PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'UKRAINE

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé aujourd'hui un ensemble de nouvelles initiatives canadiennes d'assistance technique, qui s'élève à 23,8 millions de dollars, et a pour objet d'appuyer les réformes politiques et économiques de l'Ukraine. Les projets visent le programme de réforme économique et le développement du secteur privé dans ce pays, les questions pressantes de la sécurité et de la sûreté nucléaire ainsi que la poursuite de la réforme agraire et les efforts de privatisation.

«Ces nouvelles initiatives fournissent une aide pratique et immédiate dans des domaines d'importance primordiale pour les efforts de réforme de l'Ukraine. Elles s'appuient sur les relations spéciales que nous entretenons depuis longtemps avec les Ukrainiens et prouvent la détermination du Canada d'aider ce pays en cette période de transition», a déclaré M. Ouellet.

Environ la moitié de ce programme d'assistance est consacrée aux priorités de la réforme économique et du développement du secteur privé. Les initiatives comprennent une stratégie de 10 millions de dollars pour aider le nouveau secteur privé ukrainien, en mettant l'accent sur les services de conseil et de formation en affaires pour les petites et moyennes entreprises. D'autres contributions à deux projets de la Banque mondiale, qui s'élèvent à 2,2 millions de dollars, appuieront la formation en gestion économique de plus de 500 représentants des secteurs privé et public et permettront de développer des compétences techniques pour la gestion de la dette extérieure.

Les initiatives concernant la sécurité et la sûreté nucléaire constituent le deuxième élément important du programme d'assistance canadien. Le Canada versera 5 millions de dollars dans le cadre de sa participation au Centre des sciences et de la technologie qui vient d'être créé à Kiev, et dont l'objectif est de réorienter les compétences des scientifiques et des ingénieurs en armement vers des activités civiles commercialisables. Le Canada versera de plus 3,3 millions de dollars à un projet de gestion du combustible nucléaire.



Une autre initiative canadienne visera à élaborer et à mettre en oeuvre un système de cadastrage et de gestion des terres dans la région de Kosiv Rayon, dans l'ouest de l'Ukraine.

Le financement de ces initiatives est prévu dans le budget fédéral déposé en février 1994 et s'inscrit dans le cadre financier déjà en place.

Le document d'information ci-joint fournit plus de détails sur toutes ces nouvelles initiatives canadiennes.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias sont priés de communiquer avec le :

Service des relations avec les médias
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
(613) 995-1874

Document d'information

NOUVEAUX PROJETS CANADIENS D'AIDE À L'UKRAINE

Les projets annoncés aujourd'hui font partie de l'actuel programme canadien d'aide à l'Ukraine. Le programme, qui vise les domaines technique, humanitaire et de la sûreté nucléaire, comporte trois objectifs principaux : appuyer la transition vers une économie de marché, promouvoir le développement de la démocratie et resserrer les liens du Canada avec l'Ukraine en matière de commerce et d'investissement. Si l'on tient compte de l'annonce faite aujourd'hui, près de 65 millions de dollars ont été engagés dans le cadre du programme canadien d'aide à l'égard de quelque 80 projets. Ce programme est géré par la Direction générale de l'assistance à l'Europe centrale et à l'Europe de l'Est du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Le programme canadien d'assistance technique concentre ses activités dans cinq secteurs prioritaires, où il y a correspondance entre nos compétences et les grands axes de la réforme économique et politique ukrainiennes. Ces secteurs sont le développement de la démocratie et la saine gestion des affaires publiques, l'expansion du secteur privé, la santé, l'agriculture et l'environnement. En outre, un programme de 15 millions de dollars appuie les activités concernant le démantèlement des centrales nucléaires et l'établissement de meilleurs systèmes civils de sûreté nucléaire en Ukraine.

Les nouveaux projets comprennent :

L'expansion du secteur privé

Une stratégie de 10 millions de dollars apportera un soutien au nouveau secteur privé ukrainien, en mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises. L'aide canadienne se concentrera sur les programmes de microemprunts et les services de conseils aux petites entreprises, le soutien aux organisations communautaires de promotion des affaires et aux commissions de développement économique ainsi qu'aux programmes d'enseignement pratique des affaires. Le programme sera conçu pour favoriser le renforcement des liens entre nos deux pays en matière de commerce et d'investissement.

La formation en gestion économique

Le Canada versera 1,5 million de dollars à l'Institut de développement économique de la Banque mondiale pour appuyer les programmes de formation en gestion économique en Ukraine et dans d'autres pays de l'ancienne Union soviétique. En l'espace de deux ans, quelque 500 gestionnaires d'entreprises et de banques, fonctionnaires du gouvernement et éducateurs recevront une formation dans les domaines de l'économie de marché, de la

restructuration des entreprises, de la privatisation ainsi que des institutions et systèmes financiers. Certaines des séances de formation poussée auront lieu au Canada et seront assurées par des spécialistes canadiens.

Le Fonds pour les conseillers en politiques

Un Fonds pour les conseillers en politiques d'un million de dollars, réparti sur une période de deux ans, permettra d'envoyer en Ukraine des conseillers supérieurs en politiques et des experts techniques canadiens qui aideront les Ukrainiens sur des questions primordiales pour le programme de réforme économique de ce pays. Mécanisme souple et rapide, le Fonds répondra aux demandes du gouvernement ukrainien aussi bien qu'aux besoins des initiatives canadiennes. Venant des secteurs public et privé, les conseillers canadiens travailleront dans des domaines clés de la réforme économique, comme la politique financière et monétaire, la privatisation et la libéralisation des prix et du commerce. Le Fonds soutiendra aussi la formation à court terme et les visites d'étude au Canada pour un certain nombre de hauts fonctionnaires ukrainiens. Le projet est géré par Veles Consulting Corporation de Toronto.

La gestion de la dette extérieure

Le Canada apportera une contribution de 700 000 dollars à un projet de 18 mois de la Banque mondiale qui fournira des compétences techniques à l'Ukraine, à la Moldova et au Bélarus dans le domaine de la gestion de la dette extérieure. Faisant appel à des spécialistes canadiens, le projet facilitera l'élaboration de politiques efficaces et de cadres juridiques pour les emprunts extérieurs ainsi que l'établissement de méthodes claires de surveillance des dettes pour les banques centrales et les ministères des finances, et contribuera à la création d'un groupe de spécialistes hautement qualifiés dans la gestion de la dette.

Le Centre ukrainien des sciences et de la technologie

Le Canada versera 5 millions de dollars sur deux ans pour soutenir sa participation au Centre des sciences et de la technologie récemment établi à Kiev. Le Centre aidera les projets dans le domaine des sciences et de la technologie conçus pour fournir un autre emploi aux scientifiques et aux ingénieurs ukrainiens spécialistes de l'armement, en réorientant leurs compétences vers des activités civiles potentiellement commercialisables. La contribution du Canada comprendra l'évaluation scientifique et le financement de certains projets, le paiement de sa part des frais d'administration du Centre et la fourniture de personnel canadien, notamment le premier directeur administratif du Centre, M. Estop Hawaleshka, professeur d'ingénierie industrielle à l'Université du Manitoba à Winnipeg.

Le Canada est l'un des quatre membres fondateurs du Centre, avec l'Ukraine, la Suède et les États-Unis.

La gestion du combustible nucléaire

Un projet de trois ans s'élevant à 3,3 millions de dollars et géré par Ontario Hydro International Inc., de Toronto, transférera la technique, propre au Canada, des cartouches en béton lourd pour l'entreposage à sec provisoire du combustible nucléaire irradié aux centrales de Tchernobyl et de Rivne, situées dans le nord-ouest de l'Ukraine. Le stockage sans danger du combustible nucléaire irradié est un problème pressant dans ce pays qui manque d'installations de traitement aussi bien que d'aires de stockage à long terme. Dans le cadre de ce projet, des cartouches et du matériel auxiliaire seront conçus pour les centrales nucléaires, et des aires de stockage sans danger seront établies. En coopération avec le Comité d'État sur l'énergie nucléaire, on créera aussi des installations ukrainiennes pour produire des cartouches en béton lourd. Cette initiative fournira à l'Ukraine un moyen sûr et bon marché de stocker le combustible nucléaire irradié, tout en aidant à calmer les inquiétudes concernant le respect de la réglementation internationale. Le projet fait partie du programme canadien d'assistance de 15 millions de dollars visant à assurer la sûreté nucléaire, qui a été annoncé à Kiev par le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, en avril 1994.

Le cadastrage des terres

Dans le cadre d'un projet de 13 mois s'élevant à 2,3 millions de dollars, un système pilote de cadastrage et de gestion des terres sera élaboré et mis en oeuvre dans la région de Kosiv Rayon dans l'ouest de l'Ukraine, et des fonctionnaires ukrainiens seront formés pour l'utiliser. Le système informatisé permettra d'établir un registre de propriété foncière et de droits d'utilisation des terres, d'élaborer des cartes exactes des propriétés à l'aide de ce registre et de délivrer des titres de biens-fonds. Il facilitera aussi la gestion efficace des terrains, notamment dans le domaine de la planification urbaine et environnementale. En coopération avec le ministère ukrainien de la Justice, une législation concernant les biens fonciers sera examinée et élaborée dans le cadre de ce projet. Il est prévu qu'à long terme le système sera étendu à tout le pays. Le projet sera géré par un consortium de sociétés canadiennes dirigé par UMA Engineering Ltd. d'Edmonton et comprenant notamment le Groupe DMR Inc. de Montréal et Intergraph Canada Inc. de Calgary, ainsi que et le gouvernement albertain. Les partenaires ukrainiens de ce projet sont le Comité d'État des ressources foncières et l'Administration principale de géodésie, de cartographie et du cadastre.